

## **DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À UNE UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ**

*Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente*

Je soussigné, Jacques de BEAUVAL .....

Président de l'association ASP fondatrice.....

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

### **1. Sur l'association**

Objet social : L'association agit dans le cadre de l'article 10 de la loi n°99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir l'accès aux soins palliatifs. Missions principales de l'ASP fondatrice : l'accompagnement des personnes vivant avec une maladie grave, évolutive ou en fin de vie et de leurs proches ; la promotion de la culture palliative auprès des professionnels, des institutions et du grand public ; la sélection, la formation et le soutien des bénévoles d'accompagnement.

Membres du bureau (et leur situation sociale<sup>1</sup>) :

Jacques de BEAUVAL Président (retraité) ; Anne de BASQUIAT Vice-présidente (Ingénieur) ; Danielle LECOMTE Vice-présidente (retraîtée) ; Jean-François COMBE Secrétaire-général (retraité) ; Maurice BOURGES Trésorier (retraité).

---

<sup>1</sup> Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



## 2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents et bénévoles	3 172 €	0.5 %
Subventions publiques	Ministère de la Santé Ministère des Armées CRAMIF CNAMSP-SFAP	142 927 €	23.5 %
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Particuliers	105 128 €	17.3 %
Financements privés	Fonds, caisses de retraite, banques, Associations...(au nombre de 16)	253 147 €	41.6 %
Activités économiques de l'association	Prestations de formation, vente de revues	101 811 €	16.7 %
Autres sources de financements	Produits financiers divers	2 455 €	0.4 %
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... :</b>		<b>608 640 €</b>	



<b>Ressources pour l'année 2016</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents	Adhérents et bénévoles	6 475 €	1.0 %
Subventions publiques	Ministère des Armées CRAMIF CNAMSP-SFAP	168 195 €	26.8 %
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Particuliers	136 616 €	21.8 %
Financements privés	Fonds, caisses de retraite, banques, Associations...(au nombre de 21)	213 927 €	34.1 %
Activités économiques de l'association	Prestations de formation, vente de revues	98 260 €	15.7 %
Autres sources de financements	Produits financiers divers	3 350 €	0.5 %
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... : 626 824 €</b>			



<b>Ressources pour l'année 2017</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents	Adhérents et bénévoles	2 029 €	0.4 %
Subventions publiques	Mini. Des Aff. Sociales Ministère des Armées CRAMIF CNAMSP-SFAP	158 734 €	28.3 %
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Particuliers	121 940 €	21.7 %
Financements privés	Fonds, caisses de retraite, banques, Associations...(au nombre de 19)	215 587 €	38.4 %
Activités économiques de l'association	Prestations de formation, vente de revues	56 199 €	10.0 %
Autres sources de financements	Produits financiers divers	6 239 €	1.1 %
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... : 560 727 €</b>			

**PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**



### **3. Sur les liens d'intérêts non-financiers**

#### **3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.**

<b>Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)</b>	<b>Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)</b>	<b>Période</b>




### **3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association**

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) : 10 sièges, soit 44 %.



#### 4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

#### 5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : [deontologie@france-assos-sante.org](mailto:deontologie@france-assos-sante.org).*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris .....

Le 25/07/2018 .....